



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 28 mars 2024
Délibération n°DCC2024_066

Objet	Phase 3 "finalisation" du projet Bretagne Très Haut Débit (BTHD)
Rapporteur	Alexandra GUILLORÉ
Service	Services techniques
Thème	Très Haut Débit

Alexandra GUILLORÉ donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Dans le cadre du déploiement de BTHD, la Communauté a décidé, en 2013, d'accompagner Mégalis Bretagne pour la construction des infrastructures.

Par délibération n°2018-58 en date du 12 avril 2018, la Communauté a approuvé une enveloppe de financement de 6 312 325 € pour la création de 14 185 prises lors de la tranche 2 de la phase 1.

Par délibération n° DCC2019_101 en date du 28 juin 2019, elle approuvait les conditions et échéances de financement.

Par délibération n°DCC2022_152 en date du 09 décembre 2022, la collectivité a approuvé la phase 2 du projet Bretagne Très Haut Débit (BTHD) / Avenant Convention de cofinancement.

La commercialisation du déploiement des infrastructures de la Tranche 2 , phase 1, se sont finalisées en 2023.

Il convient donc d'approuver la convention n° 2023-011-02 de finalisation du projet « BRETAGNE TRÈS HAUT DÉBIT » de la phase 3 pour finaliser ce programme.

Le détail financier pour l'EPCI figure ci-dessous :

		CONVENTIONS PRECEDENTES	PRESENTE CONVENTION
		(445€ par local)	(308€ par local)
PHASE 1	Nb locaux	13 315	14 588
	Montant	5 925 175 €	4 493 104 €
PHASE 2	Nb locaux	3 205	3 673
	Montant	1 426 225 €	1 131 284 €
PHASE 3	Nb locaux		9 596
	Montant		2 955 568 €
TOTAL	Nb locaux	16 520	27 857
	Montant	7 351 400 €	8 579 956 €
		Montant à financer par l'EPCI sur l'ensemble du projet	8 579 956 €
		Montant déjà financé par l'EPCI au titre des conventions précédentes	7 351 400 €
		Montant déductible des opérations de MED	17 842 €
		Reste à financer (objet de la présente convention)	1 210 714 €

Le montant prévisionnel de la présente convention est de 1 210 714 €.

Modalités de versement

Conformément aux principes arrêtés par le Syndicat mixte et validés par la délibération de l'EPCI visée à l'article 1er, les règlements de ce dernier interviennent dans les 30 jours suivant la réception des titres de recettes émis par le Syndicat mixte aux échéances suivantes :

- Au plus tard au 31 mars 2024 : un premier acompte à hauteur de 25% du montant prévisionnel inscrit dans la délibération visée à l'article 1^{er} de la présente convention ;
- Sur les 2 années suivantes, au plus tard aux 31 mars 2025 et 2026, un acompte à hauteur de 25% du même montant ;
- Le solde, ajusté selon les modalités définies à l'article 3 de la présente convention le cas échéant, sera versé au titre de l'année 2027, à la réception des travaux par le Syndicat mixte en fin d'opération constatant les contours définitifs de la zone déployée et du nombre de locaux et après transmission d'un document de synthèse de l'opération réalisée sur le territoire de l'EPCI.

Les appels de fonds à chaque étape de règlement comporteront un titre de recette en investissement (correspondant à 98% du montant de l'appel de fonds concerné) et un titre de recette en fonctionnement, ce dernier portant sur 2% du montant global de l'appel de fonds concerné.

Le nombre de locaux par phase a été réévalué. Les locaux supplémentaires des phases 1 et 2 correspondent aux locaux ajoutés en cours de déploiement et qui n'avaient pas fait l'objet des conventions précédentes. Le nombre de locaux de la phase 3 est une estimation sur la base des premières études.

Ces estimations sont susceptibles d'évoluer jusqu'à la réception définitive et seront prises en compte selon les modalités définies à l'article 5 de la présente convention.

DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la délibération 2014-16 du 14 février 2014 approuvant l'engagement financier de la Communauté dans le portage du financement de la phase 1 du programme BTHD,

Vu la délibération 2018-58 du 12 avril 2018 approuvant l'engagement financier définitif pour la phase 1 et la signature de la convention 2016-041-033 avec Mégalis Bretagne,

Vu la délibération DCC2019_101 du 28 Juin 2019 approuvant les conditions de financement du programme BTHD,

Vu la délibération n°DCC2022_152 en date du 09 Décembre 2022 la collectivité approuvant la phase 2 du projet Bretagne Très Haut Débit (BTHD) / Avenant Convention de cofinancement,

Vu l'avis favorable de la Commission aménagement du 13 mars 2024

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 6 février 2024

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la convention de finalisation phase 3 proposée par Mégalis Bretagne et le montant de la participation actuellement exigible à savoir 1 210 714 €,

Article 2 : autorise le président à signer l'avenant à la convention à intervenir fixant notamment les nouvelles conditions de financement.